

pourrais pas faire pour tous—ou bien qu'on s'attendrait que je fasse pour tous—au cas où je présenterais une recommandation dans un sens ou dans l'autre. Je crois que le poste de haut commissaire est quelque chose de fort honorable, et je suis sûr que le titulaire d'un tel poste pourrait avoir accès en tout temps au gouvernement du pays auprès duquel il est accrédité.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

L'hon. M. HANSON: Monsieur le président, sans vouloir retarder les délibérations, il est une question que je désire porter à l'attention du premier ministre et du comité. Bien qu'elle n'ait pas tout à fait trait à ce crédit, je n'en vois pas d'autre qui me permette de la discuter. C'est un sujet très important, et le premier ministre et moi l'avons déjà discuté.

Le lord maire de Londres a créé un fonds appelé "caisse du lord maire pour venir en aide aux victimes des raids aériens". Cette cause a l'appui et les meilleurs vœux du gouvernement britannique. Elle a servi à aider Coventry, Birmingham et autres villes, ainsi que la société bénévole des femmes à secourir les victimes des raids aériens. Le gouvernement britannique compte de plus sur cette caisse pour soulager les régions dévastées, et l'on sollicite instamment des contributions de toutes les parties de l'univers. Les difficultés de la navigation, ainsi que les besoins les plus pressants, rendent impérieux que les contributions soient en espèces pour l'achat d'articles que l'on ne pourrait promptement envoyer outre-mer. L'Australie a fait largement sa part. Les villes de Melbourne et de Sydney ont déjà donné 200,000 livres sterling chacune, et elles vont contribuer davantage. J'ignore si le Gouvernement australien a contribué.

Les contributions canadiennes n'ont pas été aussi considérables, loin de là. Le *Telegram* de Toronto a lancé une souscription et les résultats obtenus dans cette ville ont été fort remarquables. On a souscrit volontairement de 300 à 400 mille dollars que l'on a transmis outre-mer. Le 12 février, je suis allé voir le premier ministre et je lui ai conseillé de demander au Parlement de voter un crédit spécial que l'on verserait à la Caisse du lord-maire pour venir en aide aux victimes des raids aériens, vu que la misère était si grande. J'avais espéré que le budget principal des dépenses renfermerait un crédit spécial à cette fin, et j'ai été fort désappointé de voir qu'on ne l'avait pas fait.

[Le très hon. Mackenzie King.]

Dans le passé le Parlement a voté des crédits pour secourir les victimes de tremblements de terre, d'incendies, et le reste, en dehors du Canada, et voilà des précédents que l'on aurait fort bien pu suivre dans ce cas. Le 18 janvier 1940, on a adopté un décret du conseil, C.P. 220½, autorisant l'émission d'un mandat du Gouverneur général au montant de 100 mille dollars. Cette somme devait être mise à la disposition du consul général de Finlande au Canada pour l'achat et l'expédition de denrées canadiennes destinées au peuple finlandais. On a fait une bonne action alors, et, c'est là un motif additionnel, s'il en était besoin, qui justifierait le Gouvernement de demander au Parlement de voter immédiatement un crédit spécial à cette fin. Le chiffre du crédit resterait à débattre, mais à mon avis il devrait être d'au moins un million. Naturellement, une fois que nous aurions adopté le principe nous pourrions étudier la question du montant. J'ai parlé de la chose privément au premier ministre d'abord, et je profite maintenant de l'occasion pour attirer l'attention du public sur cette question. Une fois de plus je prie instamment le premier ministre de se rendre à ma demande.

Si j'ai formulé cet avis, c'est surtout à cause d'un incident qui s'est produit lors d'un voyage que je faisais récemment dans l'Ouest. Lorsque je pénétrai dans le wagon-restaurant, l'on me fit asseoir à une table où se trouvaient déjà un enfant et une dame âgée. La conversation s'engagea vite entre elle et moi, et elle me parla d'elle-même. Chassée de son logement trois fois par les bombes jetées sur Londres, elle avait vu tous les bombardements jusqu'en novembre. Elle avait tâché par tous les moyens de s'éloigner de l'Angleterre, s'adressant à toutes les compagnies de navigation et essayant toujours un refus parce que, disait-on, il n'y avait de place sur les paquebots ni pour elle ni pour d'autres. Un jour qu'elle se trouvait dans un de ces bureaux, elle apprit qu'un voyageur avait remis son billet; elle s'offrit à l'acheter sans savoir si c'était à destination de l'Australie, de l'Inde, de l'Afrique du Sud ou du Canada. Il advint que c'était pour le Canada. Après être passée par Montréal, elle était en route pour la côte du Pacifique lorsque je fis sa connaissance. Au cours de l'entretien, elle me parla de la pauvreté qui régnait dans Londres bombardée et des privations qu'y endurent les gens. Je résolus sur-le-champ de porter la chose à la connaissance des autorités canadiennes, et c'est ce que je fais en recommandant ce qui, dans les circonstances, me semble juste.